

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

45 rue de Paris

95747 Roissy Charles de Gaulle Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

45 rue de Paris

95747 Roissy Charles de Gaulle Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de la FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation d'entreprise à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier au conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation d'entreprise ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation d'entreprise.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 19 juin 2024

Le commissaire aux comptes

Constantin Associés



Guillaume TROUSSICOT

FONDATION AIR FRANCE

ETATS FINANCIERS

Exercice 2023

Siège social : 45, rue de Paris, 95747 Roissy CDG Cedex

Bilan au 31/12/2023

2/10

FONDATION AIR France

Compte de Résultat au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens, dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service, dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	1 515 000	1 515 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	26 179	10 602
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	1 541 179	1 525 602
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	71 617	104 896
Aides financières	855 000	1 636 500
Aides financières (ex entérieurs)	1 898	25 000
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	607 974	431 573
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Total II	1 536 489	2 197 969
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	4 691	-672 367

PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	15 588	4 572
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	15 588	4 572
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	15 588	4 572
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0	26 000
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	26 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	26 000
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 556 767	1 556 174
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 536 489	2 197 969
EXCEDENT OU DEFICIT	20 278	-641 795
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	20 278	-641 795

ANNEXE

OBJET SOCIAL

La Fondation d'entreprise Air France est une personne morale à but non lucratif, à vocation internationale ayant pour objet de susciter, concevoir, coordonner, mettre en œuvre toutes initiatives ou participations d'intérêt général en faveur de l'éducation, de la formation, de l'épanouissement culturel et artistique des enfants et jeunes défavorisés, en particulier des jeunes malades, handicapés ou victimes de la grande pauvreté.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux dispositions :

- Du règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général
- Du règlement ANC n° 2018 - 06 relatif à la comptabilité des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire en fonction des durées d'utilités prévues. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Matériel informatique : 5 ans
- Matériel photographique : 3 ans
- Mobilier : 5 ans

Principales méthodes

1 Les programmes

Pour chaque programme, l'engagement total de la Fondation est passé en charges à payer lors de la signature de la convention.

Pour les programmes approuvés par le Conseil d'Administration ou entrant dans le fonds d'urgence et n'ayant pas fait l'objet d'une convention au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par la Fondation est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au bilan sous le compte « fonds dédiés ».

2 Dérogations

Il n'y a pas eu de dérogations aux règles et méthodes comptables.

BILAN

1.1 Actif immobilisé

Appareil photo et matériel informatique

1.2 Clients

Néant

1.3 Autres créances

Produits à recevoir de :

- 15 588 € concernant les intérêts des placements du compte livret de 2023.

1.4 Banque

- Compte sur Livret : 811 957.71 €
- Compte Courant : 86 544.76 €

1.5 Variation Fonds Propres

VARIATIONS DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	12 807							12 807
Fonds propres avec droit de reprise								0
Ecart de réévaluation								0
Réserves								0
Report à nouveau	650 782			-641 795				8 987
Excédent ou déficit de l'exercice	-641 795	20 278		641 795				20 278
								0
Dotations consommables								0
Subventions d'investissement								0
Provisions réglementées								0
TOTAL	21 794	20 278	0	0	0	0	0	42 072

1.6 Fonds dédiés

Les dons recueillis auprès d'Air France et placés en fonds dédiés correspondent à l'abondement d'Air France pour les enfants de Saint-Martin (à hauteur de 1 pour 1 des dons reçus des collaborateurs en 2017) à hauteur de 40 900 €.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Action ST MARTIN	40 900,00					40 900,00	
Action UKRAINE	33 102,00		33 102,00			0,00	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	74 002,00	0,00	33 102,00	0,00	0,00	40 900,00	0,00

1.7 Charges à payer

D'un montant de 834 298 € composé pour 710 000 € des projets en attente d'un versement total ou partiel des fonds et pour 124 298 € de frais de fonctionnement réglés et/ou déduits sur début d'année 2024.

COMPTE DE RESULTAT

2.1 Produits d'exploitation

D'un montant de 1 541 179 € composé pour :

- 1 515 000 € (montant des dotations fixé par les statuts), 1.500.000 € d'Air France et 15 000 € de Servair
- 26 179 € de dons reçus du personnel

2.2 Charges d'exploitation

D'un montant de 1 536 489 € composé pour :

- 856 898 € projets votés
- 607 974 € des salaires et traitements
- 71 617 € autres achats et charges externes

2.3 Effectif

L'effectif moyen mis à disposition de la Fondation pendant l'exercice est de 6,9 personnes équivalent plein temps.

2.4 Produits financiers

Les produits du placement des liquidités sur un Compte sur Livret s'élèvent à 15 588 €.

2.5 Produits exceptionnels

Néant

EVENEMENT POST-CLOTURE

Néant

ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

Dans le cadre du programme d'action pluriannuel signé le 21 décembre 2017, la Fondation a été renouvelée pour une période de 3 ans à compter de 2023.

Les montants des versements attendus pour les deux prochaines années s'élèvent à **3 030 000 €** :

Année	Air France	Servair	Total
2024	1 500 000 €	15 000 €	1 515 000 €
2025	1 500 000 €	15 000 €	1 515 000 €
TOTAL	3 000 000 €	30 000 €	3 030 000 €

Les versements des fondateurs sont garantis par une caution bancaire solidaire consentie par la banque Société Générale concernant Air France et la banque BNP Paribas concernant SERVAIR.

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 25 janvier 2024
Procès-verbal

Le Conseil d'Administration de la Fondation s'est réuni le 25 janvier 2024 à 15 h 30, sur convocation individuelle adressée par la déléguée générale.

PRÉSENTS

Les administrateurs

François-Xavier Ameye
Constance Benqué
Valérie Breton
François Cabrera
Églantine Eméyé
Sarah Poniatowski
Sandra Legrand
Marianne Sieg De Maintenant
Catherine Villar
Olivier Janicaud

L'équipe de la Fondation

Anne Rigail
Estelle Brice Santos
Chloé Rainglas
Nathalie Philavong
Emma Maury
Hubert De Dampierre

ORDRE DU JOUR

1.	ORIENTATIONS 2024	4
2.	a. Contexte	4
3.	b. Sourcing projets	4
4.	c. Budget	4
5.	d. Grand Prix de la Fondation	5
6.	e. Planning 2024	5
7.	2. GOUVERNANCE	6

1. ORIENTATIONS 2024

a. Contexte

La Fondation est dans une phase de transformation, à la fois de son organisation, de ses orientations, ainsi que de ses process, avec également un peu de turnover dans l'équipe. Cette transformation se poursuivra en 2024. S'agissant des orientations, la Fondation a pour objectif principal de subventionner des projets — les choisir, et les accompagner sur la durée. Jusqu'à présent, cette démarche était entreprise une fois par an, mais à compter de 2024, un mode hybride sera proposé. Par ailleurs, le Grand Prix de la Fondation sera relancé dans le courant du mois de mars. Le quatrième point concernera le budget de la Fondation, avec un enjeu de maximisation. Enfin, l'année 2024 verra aussi la relance de la communication à bord des avions auprès des clients, ainsi que celle de l'animation et l'implication des salariés.

b. Sourcing projets

Jusqu'à présent, le Conseil d'administration se réunissait au mois de juin, un programme était présenté pour approbation, et la totalité du budget de la Fondation était engagée pour subventionner des projets. La Fondation Air France est toutefois l'une des seules à procéder encore ainsi, c'est-à-dire en ne conservant pas de budget pour faire face aux différents aléas de l'actualité. Par ailleurs, un temps important est consacré aux appels à projets, alors que la Fondation a un écosystème d'associations de plus de 800 partenaires depuis plus de 30 ans. En 2024, il est proposé d'engager 80 % du budget via l'appel à projets, qui sera lancé du 1^{er} au 29 février, et les 20 % restants seront conservés, avec l'objectif d'investir au fil de l'eau, au gré des besoins d'ici la fin de l'année. Un programme sera donc bien voté en juin, mais le CA pourrait être sollicité au deuxième semestre pour voter quelques projets supplémentaires.

Concernant l'appel à projets qui sera lancé le 1^{er} février, des critères ont été définis : des critères territoriaux, avec la proposition de continuer sur l'aspect France sur les territoires autour des bassins d'Orly et Roissy. Il y a aussi des partenaires en province que la Fondation continuera à accompagner, mais il n'y aura pas de focus régional cette année. En outre, les collaborations avec les marchés internationaux seront prolongées. Un objectif sera par ailleurs de travailler en cofinancement avec des fondations d'entreprises. S'agissant de la demande du CA en 2023 de lancer une mesure d'impact : celle-ci est en cours de travail, et elle sera testée sur la fin du programme 2023-2024, ainsi que sur le nouveau programme qui sera voté en juin, avec des KPI de monitoring. Au deuxième semestre, de nouveaux projets pourront être proposés, par exemple pour faire face à une urgence sanitaire, et en outre, les salariés Air France seront appelés à voter à l'automne sur quelques projets sourcés pendant l'appel à projets.

c. Budget

Les statuts de la Fondation sont triennaux, de janvier 2023 jusqu'à fin décembre 2025, avec un budget à hauteur de 1,525 million d'euros. Ce chiffre concerne un budget en cash, qui permet à la Fondation de financer des projets, et de répondre aux coûts fixes (charges salariales et coûts de fonctionnement). En 2024, le budget permettra de financer des projets à hauteur de 720 000 euros. Ce chiffre est légèrement plus bas que les années précédentes, mais il faut noter que lors de ces dernières années, il y avait beaucoup de reports de budget d'une année sur l'autre (des projets avaient été arrêtés ou mis en standby, notamment en raison de la crise COVID). Par ailleurs, le Grand Prix Fondation aura un impact d'environ 60 000 euros.

Un objectif est d'aller chercher de l'argent pour maximiser le budget, avec trois pistes : une partie salariale, une partie levée de fonds, et une partie projets SNU (comme évoqués il y a un an).

S'agissant des salaires, qui représentent environ 640 000 euros de budget, force est de constater que cela représente plus de 40% du budget annuel de la Fondation. Une analyse est en cours pour creuser les pistes pour maximiser les subventions de projets dont celle d'aller chercher de l'argent à l'extérieur d'Air France. La Fondation doit par exemple continuer à pratiquer les appels aux dons de la part des salariés Air France. Deux autres idées ont été évoquées : les arrondis aux restaurants d'entreprise (un test sera mené cette année dans certaines cantines), et les arrondis sur salaires ou les virements. D'autres fondations pratiquent ces deux méthodes, avec des résultats très intéressants.

En outre, la Fondation pourrait aller chercher des budgets auprès de collectivités territoriales, des subventions de l'État, ou encore des établissements publics. Ce sujet sera étudié ultérieurement.

En parallèle, la Fondation a un deuxième statut juridique, celui du fonds de dotation. Cela ne concerne pas directement les administrateurs, mais cela concerne l'activité de la Fondation. Un fonds de dotation permet d'aller chercher de l'argent sur d'autres cibles qu'une fondation d'entreprise ne peut pas adresser. Le fonds de dotation avait été créé à l'origine parce qu'il y avait une mutuelle qui donnait de l'argent tous les ans. Cet outil n'a toutefois jamais été utilisé au-delà de cela, et il permettrait d'adresser notamment les clients Air France. D'autres fondations montent des campagnes en ce sens, s'adressant à leurs clientèles via leurs sites par exemple, permettant de mettre en avant des projets à financer. La Fondation Air France via son fonds de dotation pourrait imaginer ce type de démarche, avec des campagnes de fundraising ciblées sur tel ou tel projet. La notion d'arrondi pourrait en outre être proposée également sur les sites BtoB et BtoC. Le fonds de dotation permet par ailleurs d'adresser les filiales d'Air France. Cela avait été fait dans le cadre de l'urgence humanitaire pour le Maroc. Il est aussi possible d'aller solliciter les partenaires Air France — c'est par exemple ce qui a été initié avec le Grand Prix, mais plus largement demain, ils pourraient devenir des partenaires financiers de la Fondation. La partie fonds de dotation semble donc être une bonne opportunité pour permettre de maximiser le plus l'activité de la Fondation Air France.

Par ailleurs, d'autres possibilités de cofinancements existent (AFD, Union européenne, autres), mais il faudra étudier ces pistes plus en détail par la suite.

Une troisième piste pour maximiser le budget 2024 de la Fondation a été évoquée, à travers de l'argent mis de côté. L'année dernière, le CA a voté un projet, le SNU, pour un budget d'un peu plus de 303 000 euros, mais le projet a été suspendu en mars 2023. Il est donc proposé de libérer au deuxième semestre 2024 (après un point pour vérifier si la situation le permet) une partie de ce budget, par exemple 200 000 euros, pour financer des projets supplémentaires. Le Conseil d'administration a approuvé cette proposition à l'unanimité.

d. Grand Prix de la Fondation

En 2024 sera relancé le Grand Prix de la Fondation : le mercredi 13 mars aura lieu une soirée à la Cité universitaire internationale dans le 14^{ème} arrondissement de Paris. La nouveauté cette année est qu'il y aura quatre types de prix : le Grand prix, un prix « coup de cœur » soumis au vote des salariés (le vote est en cours en ce moment même), un prix pour récompenser un parmi les plus grands clients d'Air France (les plus grands donateurs de leurs Miles Flying Blue), et un prix salariés récompensant l'engagement de deux salariés à travers des associations qu'ils portent. L'enjeu de cette soirée est de s'orienter vers les salariés, pour leur rappeler que la Fondation est la leur, et que cette soirée est dédiée aux salariés et aux partenaires invités.

e. Planning 2024

Un séminaire d'équipe aura lieu le lundi 29 janvier. L'objectif en 2024 est en outre d'avoir régulièrement des missions terrain en France et à l'international pour aller au contact avec les associations, et pour monter avec les équipes locales des journées solidaires. Un Conseil d'administration sera en outre organisé au mois de juin pour voter le programme.

2. GOUVERNANCE

Catherine Villar ayant changé de poste pour aller s'occuper au niveau du groupe de la stratégie et de la mise en valeur des marques, elle se retire du Conseil d'administration de la Fondation Air France, laissant sa place à Éric Caron. Les PNC étant en effet très impliqués dans la vie de la Fondation et l'animation de la communauté, la réintégration d'Éric Caron (puisque'il avait déjà fait partie du Conseil d'administration) semble intéressante. Le Conseil d'administration a approuvé cette nomination à l'unanimité.

Le Conseil d'administration approuve à l'unanimité la nomination d'Éric Caron.

Par ailleurs, il a été proposé de nommer Julien Malland, connu en tant qu'artiste sous le nom de Seth. Il s'agit d'un peintre/grapheur qui est de cœur avec tout ce qui est lié à l'enfance à travers le monde. Il se rend dans des pays, quartiers et endroits très défavorisés et s'exprime à travers le dessin. Les équipes de la Fondation l'ont rencontré l'année dernière à l'occasion d'une de ses expositions au Louvre. Il a été estimé qu'il y avait une certaine adéquation entre son travail et les activités de la Fondation, et ce dernier a accepté de rejoindre le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration approuve à l'unanimité la nomination de Julien Malland.

Les points de l'ordre du jour étant épuisés, la réunion est levée à 16 h 29.

FONDATION D'ENTREPRISE AIR FRANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 19 juin 2024
Procès-verbal

Le Conseil d'Administration de la Fondation s'est réuni le 19 juin 2024 à 9 h 30, sur convocation individuelle adressée par la déléguée générale.

PRÉSENTS

Les administrateurs

François-Xavier Ameye
François Cabrera
Églantine Eméyé
Sarah Lemoine-Poniatowski
Sandra Moore Rieutord
Hubert de Dampierre
Anne Rigail
Julien Malland (Seth)
Olivier Janicaud
Thomas Pesquet
Valérie Breton
Zoran Jelkic
Eric Caron
Patrice Tizon

L'équipe de la Fondation

Estelle Brice-Santos
Caroline Dion
Chloé Rainglas
Nathalie Philavong

Invités

Nicolas de Coster, Commissaire aux comptes
Paul Testard, Délégué général de l'association "Moi Jeu Tri"

ORDRE DU JOUR

1. PROGRAMME 2023-2024	4
a. Approbation des PV	4
b. Programme réalisé	4
c. Résultats financiers	4
d. Témoignage Moi Jeu Tri	5
2. PROGRAMME 2024-2025	6
a. Perspectives et enjeux – orientations	6
b. Programme et budget 2024 à venir	6
c. Monitoring	8
d. Process de crise Flying Blue	8

Le conseil d'administration est ouvert à 9 h 38.

En préambule, Estelle Brice-Santos souhaite la bienvenue à Julien Malland, nouvel administrateur.

Julien Malland, artiste-peintre, se présente aux membres du conseil d'administration. Pendant 5 ans, il a fait partie des « nouveaux explorateurs » pour Canal Plus. Julien Malland accorde une grande importance à l'imagination des enfants et anime différents formats d'atelier auprès du jeune public.

Estelle Brice-Santos souligne ensuite qu'Éric Caron, administrateur interne depuis le début de l'année, n'a pas pu se libérer pour assister à cette séance.

Elle annonce par ailleurs la démission de deux administrateurs : Alexis Frantz de Servair à compter du 21 juin 2024 dont le successeur sera nommé fin 2024, et Marianne Sieg de Maintenant à compter du 30 mars 2024 qui ne sera pas remplacée.

1. PROGRAMME 2023-2024

a. Approbation des PV

Les procès-verbaux du conseil d'administration des mois de juillet 2023 et de janvier 2024 sont approuvés.

b. Programme réalisé

Une vidéo est projetée en séance.

Estelle Brice-Santos souligne la richesse des actions menées par la Fondation. Voici un an, le conseil d'administration a voté l'organisation de 36 projets, pour un budget de 830 000 euros, dont 12 projets avec de nouveaux partenaires. Ces 36 projets ont permis de toucher plus de 45 000 bénéficiaires directs. Aucun projet n'a été annulé. Un projet post-crise est en cours en Ukraine. Le projet SNU (projet avec le navire La Boudeuse) de sillonner la planète avec à son bord des jeunes pour lesquels il était prévu que la Fondation Air France finance les billets d'avion dans le cadre du service national universel, a quant à lui été mis en stand-by.

c. Résultats financiers

Les résultats financiers sont présentés par Hubert de Dampierre, trésorier de la Fondation.

L'exercice clos au 31 décembre 2023 s'achève par un résultat positif de 20 278 euros.

Ce bénéfice s'impute donc sur le report à nouveau créditeur de 8 987 euros, ce qui le porte à un montant créditeur de 29 265 euros.

Les produits d'exploitation correspondent aux dotations d'Air France à hauteur de 1 500 000 euros, de Servair à hauteur de 15 000 euros et des dons reçus des salariés du groupe Air France à hauteur de 26 179 euros.

Les frais imputables aux programmes s'élèvent à 856 898 euros. Les frais de fonctionnement s'élèvent à 679 591 euros et comprennent essentiellement la refacturation des salaires du personnel Air France.

Les programmes soumis au conseil d'administration du 7 juillet 2023 ont été engagés sur l'exercice.

Les produits financiers s'élèvent à 15 588 euros et proviennent exclusivement des intérêts reçus sur le compte-livret.

Il convient de rappeler que la Fondation avait été reconduite pour une période de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2025.

Hubert de Dampierre souhaite remercier Olinda Da Costa, laquelle quitte la Fondation après une dizaine d'années au poste de comptable.

Nicolas de Coster, représentant le cabinet Deloitte, indique que les commissaires aux comptes ont bénéficié de tous les éléments nécessaires à l'audit des comptes de la Fondation. Il certifie que les comptes sont sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice, ainsi que de la

situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de l'exercice. Cette certification est donnée sans réserve.

Hubert de Dampierre remercie le cabinet Deloitte pour la minutie avec laquelle les comptes de la Fondation sont audités.

Estelle Brice-Santos s'associe à ces remerciements. Elle souligne que l'année 2023-2024 marque une transition. Le rapport d'activité, regroupant différents témoignages d'associés, d'administrateurs et de salariés, sera transmis au sortir de la séance.

d. Témoignage Moi Jeu Tri

Estelle Brice-Santos accueille Paul Testard, directeur général l'association Moi Jeu Tri, soutenue par la Fondation.

Paul Testard remercie l'équipe de la Fondation pour son soutien et son invitation. La gestion des déchets constitue une problématique mondiale, mais dont la prégnance est particulièrement marquée en Afrique subsaharienne. Dans cette région, 90 % des déchets sont jetés dans des décharges à ciel ouvert, ce qui joue sur les déversements dans les océans et sur les émissions de gaz à effet de serre. D'ici à 2050, cette région du monde produira des déchets dont le volume sera multiplié par 3.

Dans les zones en difficulté, l'accès à l'eau et à l'énergie constitue une priorité. La gestion des déchets est souvent négligée. C'est par l'éducation qu'une prise de conscience sera possible. Les enfants, une fois sensibilisés, portent la bonne parole au sein de leur famille. Pour que ce type d'action soit pérenne, il faut aller au-delà des écoles et s'ancrer dans les territoires par l'intermédiaire des collectivités publiques et des personnes éloignées de l'emploi en vue de promouvoir l'économie circulaire des déchets. Il convient également de travailler avec les associations locales.

L'appui de la Fondation Air France se déploie dans deux communes de Côte-d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre de trois programmes d'éducation dans les écoles auprès de 52 000 élèves :

- Programme de tri et de valorisation ;
- Compostage et jardins potagers ;
- Protection des écosystèmes marins.

Créée en 2017, l'association intervient au Togo et en Côte-d'Ivoire. Son ambition consiste à s'implanter au Sénégal début 2025, puis dans deux autres pays. Elle se donne 5 ans pour parvenir à toucher 1 million de bénéficiaires.

Diffusion d'une vidéo relayant le témoignage d'un bénéficiaire.

Estelle Brice-Santos remercie Paul Testard pour son intervention. L'association Moi Jeu Tri s'intègre pleinement dans la prise de conscience environnementale, laquelle est au cœur de l'ambition de la Fondation.

François-Xavier Ameye souhaite savoir si l'Afrique subsaharienne compte les installations industrielles nécessaires à la valorisation des déchets triés.

Paul Testard explique que les installations industrielles sont parfois incomplètes. Certains déchets peuvent être retraités sur place, mais d'autres doivent être exportés. L'enjeu grandissant renvoie aux déchets électroniques dans un contexte où les kits solaires sont particulièrement nombreux dans les régions sans accès à l'énergie. Sans contribution externe, certaines filières de valorisation peuvent fonctionner, mais d'autres ne le peuvent pas.

Zoran Jelkic souhaite savoir si Moi Jeu Tri parvient à bénéficier de soutiens locaux.

Paul Testard précise que la fondation est née en Afrique. Elle s'est construite en partie avec des financements locaux, lesquels représentent au global entre 6 % et 7 % des ressources. Le financement local existe, mais reste à la marge. La Chine est présente, mais pour développer des usines et non pour soutenir les associations. Moi Jeu Tri bénéficie du soutien de quelques bénévoles, mais l'équipe est exclusivement composée de salariés. Ces derniers sont tous localisés en Afrique. Paul Testard est le seul membre basé en Europe.

Estelle Brice-Santos remercie une nouvelle fois Paul Testard pour ce témoignage. Avant de passer au programme 2024-2025, elle signale que le centre d'accueil des enfants des rues, porté par l'association Marem et soutenu par la Fondation, ouvre ses portes ce jour. La Fondation est représentée sur place au Togo pour cette inauguration.

Estelle Brice-Santos souhaite également présenter Nathalie Philavong, en charge de projets et partenariats, ainsi que Caroline Dion, responsable communication depuis le mois de mars.

Enfin, Estelle Brice-Santos annonce le prochain départ de Chloé Rainglas, laquelle évoluera vers d'autres fonctions en interne.

2. PROGRAMME 2024-2025

a. Perspectives et enjeux – orientations

Estelle Brice-Santos souligne que la Fondation poursuit sa transformation organisationnelle.

Elle travaille en parallèle à une nouvelle vidéo de présentation.

Au mois de mars 2024 s'est tenu le grand prix de la Fondation.

Il est proposé d'organiser un grand événement externe tous les 2 ans et, en alternance, un événement interne tous les 2 ans également.

La Fondation présente par ailleurs l'ambition de bénéficier de nouvelles sources de financement pour soutenir le plus grand nombre de projets. Un dispositif de levée de fonds sera lancé à compter de l'automne et engagera les salariés. Ces derniers sont nombreux à demander ce qu'ils peuvent faire pour soutenir la Fondation. Les dons des salariés, réservés aux périodes de crise, pourraient être élargis. En effet, les salariés sont un certain nombre à soutenir des associations à titre personnel. La Fondation souhaite donc les solliciter et faire appel à leur générosité.

Les clients peuvent contribuer en donnant tout ou partie de leurs miles à des ONG. Cette dimension doit être maximisée. Différentes initiatives seront prises pour développer les contacts clients.

Enfin, les salariés pourront faire don de jours de congés à des associations à travers la monétisation de jours de congés non pris.

b. Programme et budget 2024 à venir

L'allocation annuelle d'Air France et de Servair représente 1,5 million d'euros.

Les billets d'avions et d'excédents de bagages financés par la Fondation au profit de 16 ONG médicalisées pour les enfants, représentent 200 000 euros qui s'ajoutent à l'allocation annuelle soit 1.7 millions d'euros à l'année.

Par ailleurs, lors de l'exercice passé, la Fondation a collecté 600 millions de miles donnés par les clients Air France, estimés à 2,3 millions d'euros. En 2024, Flying Blue attend 1,6 million d'euros de dons de miles clients au profit d'associations partenaires de la Fondation, soit une diminution de 22 % par rapport à 2023. En 2023, la Fondation a probablement profité des effets de la crise sanitaire et du cumul de miles non utilisés par les clients.

Désormais, les clients reçoivent un mail lorsqu'ils ont des miles sur le point d'être perdus. Ce mail les incite à en faire don à des ONG.

Au total, le programme de la Fondation Air France présenté pour 2024 s'établit donc à 2,7 millions d'euros.

Le budget prévisionnel de fonctionnement au titre de l'année 2024 (787 500 euros) est approuvé à l'unanimité.

Jusqu'à présent, la Fondation a fonctionné sur la base d'appels à projets. Le programme 2024-2025 est plus hybride, avec un appel à projets plus restreint et une approche de sourcing. Dans le cadre de l'appel à projets, 400 dossiers ont été reçus, dont 60 présélectionnés. Depuis l'automne 2023, 120 associations ont été auditionnées, dont 36 ont été sélectionnées, pour un soutien s'élevant à 835 000 euros. La capacité d'investissement étant de 900 000 euros, la Fondation conserve une

capacité complémentaire, sachant qu'elle préempte 200 000 des 300 000 euros provisionnés au titre du projet La Boudeuse SNU, lequel n'a toujours pas débuté. Pour cela, 200 000 euros de provisions ont été repris.

Sur les 36 projets soutenus, 25 ont été retenus en sourcing, dont 15 proposés au Cercle des Fondations. Une attention particulière est portée aux projets des salariés et des délégations.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Ventilation sur les 3 piliers : éducation – insertion – prise de conscience environnementale ;
- Répartition géographique sur toutes les zones : couverture monde avec un zoom sur le grand Orly et grand Roissy ;
- Attention particulière apportée aux projets soutenus par les délégations ;
- Une pérennisation des partenariats : 80 % d'associations déjà partenaires et 20 % de nouvelles associations ;
- Projets avec un fort impact par le nombre de bénéficiaires et en lien avec les objectifs de développement durable de l'ONU (ODD) ;
- Projets de reconstruction en post-crise.

L'Afrique représente 33 % des projets, devant la France (31 %), l'Amérique latine (17 %), l'Asie (11 %), l'Europe (6 %) et l'ensemble Caraïbes-océan indien (3 %).

À l'automne, les salariés seront invités à voter et à proposer des projets en lien avec le reliquat de financement ayant été évoqué plus haut.

Les projets soutenus relèvent à 43 % de l'insertion, à 39 % de l'éducation et à 18 % de la prise de conscience environnementale. Les enfants et jeunes en difficulté représentent 79 % des bénéficiaires, devant les enfants et jeunes malades (11 %) et les enfants et jeunes en situation de handicap (10 %).

Le support de présentation reprend le détail des projets déclinés zone par zone.

Chloé Rainglas effectue un zoom sur le projet Vitamine T au Bénin. Celui-ci aurait pu être présenté l'année précédente, mais n'était pas encore mûr. Il s'agit d'un garage orienté vers l'insertion professionnelle des jeunes ayant ouvert cette année.

Le projet du centre Damien de Molokaï vise quant à lui à agrandir une école maternelle. Le projet compte une partie autofinancée au travers de jardins potagers et d'une auberge à destination des touristes.

Estelle Brice-Santos note que 12 projets seront soutenus au total en Afrique. Six projets sont proposés en Amérique latine, tous avec des associations déjà partenaires de la Fondation.

Chloé Rainglas note qu'un focus est fait sur le Brésil, avec 4 des 6 projets. L'association Projeto Uerê a d'ailleurs reçu le prix de la Fondation Air France cette année.

Estelle Brice-Santos ajoute que certaines des associations d'Amérique latine sont de taille modeste. C'est pourquoi la Fondation Air France les promeut au sein du Cercle. Faisant cela, la Fondation joue pleinement son rôle.

Chloé Rainglas précise que l'association La Banda de Musica au Mexique a été créée par un commandant de bord d'Air France .

Estelle Brice-Santos remarque que 4 projets sont proposés en Asie, où le contexte reste difficile. Les 4 projets présentés renvoient à des associations déjà connues.

Zoran Jelkic souhaite mettre en avant l'implication des équipes locales.

Estelle Brice-Santos explique que la Fondation souhaiterait agir davantage en Asie. Des projets potentiels ont été sourcés dans cette perspective.

François-Xavier Ameye observe que l'Inde est très développée dans le domaine de l'informatique. Il trouve paradoxal que ce pays ait besoin d'associations dans ce domaine.

Estelle Brice-Santos précise que les projets s'adressent aux zones rurales éloignées des infrastructures existantes. Au travers des associations, la Fondation touche des publics qui ne bénéficient de rien. Dans le cas présent, il s'agit d'accompagner des jeunes filles. L'approche consiste à accompagner des individus dès le plus jeune âge pour leur donner toutes les chances d'avoir un parcours de réussite.

Anne Rigail remarque que la Fondation est très présente en Afrique de l'Ouest, mais l'est peu en Afrique de l'Est.

Estelle Brice-Santos confirme que les projets présentés s'inscrivent uniquement en Afrique de l'Ouest. Le sujet pourrait être approfondi.

Olivier Janicaud suggère d'aborder le point avec KLM.

Zoran Jelkic marque son accord et pense qu'il serait intéressant de s'afficher avec KLM en Afrique de l'Est.

Estelle Brice-Santos indique ensuite que la Fondation souhaite rester présente à Madagascar. Des projets pourraient être présentés au 2nd semestre.

En France et à l'Outre-Mer, 11 projets sont présentés, dont 4 sont cofinancés avec d'autres fondations. Pour l'essentiel, ces projets prennent la forme d'un soutien à l'éducation.

Pour Chloé Rainglas, les projets soutenus en France et en Outre-Mer illustrent bien les priorités et les valeurs de la Fondation.

Estelle Brice-Santos note qu'il est apparu important de nouer un partenariat axé sur l'insertion par le sport en cette année olympique.

Enfin, 2 projets sont soutenus en Europe, dont l'un vise à aider les élèves ukrainiens réfugiés en Pologne. L'autre projet vient supporter la réhabilitation d'un centre dédié aux enfants en situation de handicap à Budapest. Au total, les 36 projets soumis au vote du conseil d'administration portent sur un montant de 835 000 euros.

Le programme 2024-2025 est approuvé à l'unanimité.

Estelle Brice-Santos indique que grâce au reliquat disponible, des projets pourront être présentés au 2nd semestre. C'est la première fois que la Fondation s'accorde cette souplesse.

Anne Rigail suggère d'ouvrir une réflexion en vue d'impliquer davantage les salariés de la Fondation, même si leur profil très parisien pourrait constituer une limite opérationnelle.

Estelle Brice-Santos rappelle qu'une collecte de fonds a été lancée en 2017 suite à l'ouragan de l'île de Saint-Martin. Les dons des salariés ont été abondés par Air France. Il a été très difficile d'identifier un partenaire fiable. Les 40 000 euros collectés seront finalement attribués à l'association Les Fruits de Mer.

c. Monitoring

Il est important de donner une vision de l'impact concret sur la société des sommes investies par la Fondation. Un benchmark a été lancé pour cerner les pratiques d'évaluation des fondations, lesquelles restent relativement limitées. Un modèle a été soumis à 5 associations au printemps pour être challengé. Il sera utilisé pour évaluer l'impact des 36 projets venant d'être retenus par le conseil d'administration.

d. Process de crise Flying Blue

Les clients peuvent donner des miles tout au long de l'année, notamment lorsqu'ils arrivent à expiration. En parallèle, un process a été mis en place pour que les clients puissent faire un don en cas de crise humanitaire. Un push sera désormais possible sous 48h au travers de Flying Blue. Cet outil sera en place dans le courant de l'été. Les dons seront attribués à l'association Care.

Avant de clore cette réunion du conseil d'administration, Estelle Brice-Santos propose de revenir sur l'action menée avec l'association La Banda de Musica. Une cinquantaine d'enfants musiciens vivant

dans un bidonville au Mexique ont pu se produire en concert à Paris et en Normandie. Une vidéo illustrative de cette action est projetée en séance.

Les points de l'ordre du jour étant épuisés, la réunion est levée à 11 h 28.